



**PRÉFET
D'ILLE-
ET-VILAINE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Secrétariat général

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL COMPLÉMENTAIRE n°673-1
modifiant l'arrêté préfectoral du 18 mars 2014 autorisant la société PIGEON CARRIÈRES
à exploiter une carrière de cornéennes située au lieu-dit « Sautoger »
sur la commune de VIEUX-VY-SUR-COUESNON**

**Le préfet de la région Bretagne
Préfet d'Ille-et-Vilaine**

- Vu** le code de l'environnement, et notamment ses articles L. 181-14, R. 181-46 et R.122-2 ;
- Vu** le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;
- Vu** le décret du 2 août 2023 portant nomination de M. Arnaud SORGE, sous-préfet, chargé de mission auprès du préfet de la région Bretagne, préfet de la zone de défense et de sécurité Ouest, préfet d'Ille-et-Vilaine ;
- Vu** le décret du 22 septembre 2023 nommant M. Pierre LARREY, secrétaire général de la préfecture d'Ille-et-Vilaine, sous-préfet de Rennes ;
- Vu** le décret du 10 octobre 2024 nommant M. Amaury de SAINT-QUENTIN, préfet de la région Bretagne, préfet de la zone de défense et de sécurité Ouest, préfet d'Ille-et-Vilaine ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 19 avril 2010 relatif à la gestion des déchets des industries extractives ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n°673 du 18 mars 2014 autorisant la société PIGEON GRANULATS OUEST à exploiter une carrière de cornéennes au lieu-dit Sautoger à Vieux-Vy-sur-Couesnon ;
- Vu** l'arrêté préfectoral du 24 mars 2025 portant délégation de signature à M. Pierre LARREY, secrétaire général de la préfecture d'Ille-et-Vilaine, sous-préfet de Rennes ;
- Vu** la preuve de dépôt n° A-1-92A1TUE37 du 12 janvier 2021, portant déclaration du changement d'exploitant d'une installation classée suite à la fusion des sociétés du groupe PIGEON, notamment de la société PIGEON GRANULATS OUEST au profit de la société PIGEON CARRIÈRES à compter du 1^{er} novembre 2020 ;
- Vu** le porter-à-connaissance adressé par la société PIGEON CARRIÈRES et reçu le 21 mai 2024 à la Préfecture d'Ille-et-Vilaine ;
- Vu** le rapport et les propositions en date du 14 janvier 2025 de l'inspection des installations classées ;
- Vu** le projet d'arrêté porté le 5 mars 2025 à la connaissance du demandeur ;

Vu le courriel de l'exploitant du 6 mars 2025 émettant des observations sur le projet d'arrêté et les prescriptions ;

Considérant que le changement d'exploitant peut être acté conformément à l'article R. 512-68 du code de l'environnement susvisé ;

Considérant que la modification objet du porter à connaissance n'entre pas dans les cas prévus à l'annexe de l'article R.122-2 du code de l'environnement ;

Considérant que la modification objet du porter à connaissance n'est pas de nature à modifier de façon substantielle les impacts, nuisances et risques présentés par l'établissement ;

Considérant en conséquence que la modification n'est pas substantielle au sens de l'article L.181-14 du code de l'environnement

Considérant que les modifications sollicitées nécessitent toutefois de modifier les conditions d'autorisation de l'établissement, notamment en ce qui concerne le classement des installations et le suivi des eaux souterraines ;

Considérant que les boues issues du traitement des eaux acides sont non dangereuses et non inertes ;

Considérant les dispositions prises par l'exploitant pour s'assurer de l'étanchéité du nouveau bassin de stockage créé ;

Considérant que la réponse apportée par l'exploitant en date du 6 mars 2025 a été prise en compte ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture d'Ille-et-Vilaine ;

ARRÊTE

Article 1 : Objet de l'arrêté

L'arrêté préfectoral n°673 du 18 mars 2014 autorisant la société PIGEON CARRIERES, dont le siège social est situé au lieu-dit La Guérinière sur la commune d'Argentré-du-Plessis, à exploiter une carrière de cornéennes située au lieu-dit Sautoger sur la commune de Vieux-Vy-sur-Couesnon est modifié selon les termes du présent arrêté.

Les dispositions antérieures contraires sont abrogées.

Article 2 : Classement des installations classées

Les installations exploitées relèvent des rubriques suivantes de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement :

N° de rubrique	Nature des activités	Niveau maximal d'activité	Régime
2510-1	Exploitation de carrières	Superficie : 632 714 m ² Dont extraction : 263 893 m ² Profondeur : 35 m NGF Production annuelle Moyenne : 450 000 t Maximum : 600 000 t	A
2515-1-a	Broyage, concassage, criblage, ensachage, pulvérisation, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels ou de déchets non dangereux inertes. Puissance installée étant supérieure à 550 kW.	Installations fixe et mobile : Puissance sollicitée : 760 kW + 350 kW = 1 110 kW	A
2517-1	Station de transit de produits minéraux solides ou de déchets non dangereux non inertes Aire de transit supérieur à 30 000 m ²	Surface : 90 000 m ²	A
2720-2	Installation de stockage de déchets résultant de la prospection, de l'extraction, du traitement et du stockage de ressources minérales ainsi que de l'exploitation de carrières 2. Déchets non dangereux non inertes	Volume : 65 m ³ /an	A

Régime : A : autorisation

Article 3 : Nouvelles prescriptions

3.1 - Bassin

Une zone de stockage de déchets non inertes non dangereux est ajoutée dans les conditions présentées dans la demande de l'exploitant du 21 mai 2024 susvisée. Ces déchets correspondent aux seules boues issues du traitement des eaux acides de la carrière Sautoger.

Le stockage de ces boues s'effectue dans un nouveau bassin entièrement étanchéifié puis ceinturé de merlons.

Une digue sépare le circuit des eaux d'exhaure et le stockage des boues. Les travaux de création du nouveau bassin et de la digue sont effectués en dehors de la période de reproduction des amphibiens (mars à juin).

Le nouveau bassin (n°8) présente une surface d'environ 1 000 m² pour une profondeur d'environ 3 mètres, soit un volume d'environ 3 000 m³. Le bassin est curé aussi souvent que nécessaire afin d'assurer ses fonctionnalités.

Le circuit des eaux et la localisation du nouveau bassin de stockage sont précisées en annexe 1.

3.2 - Suivi qualitatif des eaux superficielles

Le suivi qualitatif des eaux superficielles n'est pas modifié sous couvert des prescriptions de l'arrêté ministériel du 19 avril 2010 susvisé.

3.3. Suivi des eaux souterraines lors du stockage définitif des boues

Un suivi qualitatif des eaux souterraines sera mené lorsque les boues issues du traitement des eaux acides seront stockées définitivement.

Ce suivi est réalisé au niveau des ouvrages souterrains situés en amont (P2) et en aval (Pz2) de la zone de stockage.

Les paramètres analysés sont les suivants : pH, sulfates et métaux (Sb, As, Ba, Cd, Cr total, Cu, Co, Hg, Pb, Mo, Ni, Se, Zn).

Deux fois par an au moins, en périodes de hautes et basses eaux, le niveau piézométrique est relevé et des prélèvements sont effectués dans la nappe sur les paramètres listés ci-dessus.

3.4 Garanties financières des activités de stockage de déchets

Les garanties financières définies dans le présent arrêté s'appliquent pour les activités de stockage des déchets de l'industrie des carrières sans préjudice des dispositions de l'arrêté préfectoral du 18 mars 2014 relatives aux garanties financières des activités d'extraction.

Conformément au 2° du paragraphe IV de l'article R.516-2 du code de l'environnement, le montant des garanties financières est établi pour permettre la prise en charge des frais occasionnés par les travaux permettant la remise en état du site après exploitation.

3.5 Montant des garanties financières des activités de stockage de déchets

Le montant des garanties financières couvrant le suivi et la remise en état des bassins de stockage des boues non inertes est estimé selon la formule :

$$GF = C2 \times S2720 \times I2720$$

Avec :

C2 le coefficient C2 fixé par l'arrêté ministériel du 9 février 2004 relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières :

- 36 290 € TTC/ha pour les 5 premiers hectares,
- 29 625 € TTC/ha pour les 5 suivants,
- 22 220 € TTC/ha au-delà,

S2720 : surface de l'installation 2720 en chantier pendant la période garantie,

I2720 : coefficient de majoration pour les installations classées 2720 tel que :

Type de stockage	I2720
Bassin enterré	0,4
Bassin endigué	0,3
Dépôt de surface et verse à flanc de relief	$S_{2720} \leq 5 \text{ ha} : 0,35$ $5 < S_{2720} \leq 10 \text{ ha} : 0,25$ $S_{2720} > 10 \text{ ha} : 0,15$
Verse dans une fosse	0

Le bassin de stockage des boues produites par le traitement des eaux acides sera un bassin enterré d'une superficie de 1000 m² soit 0,1 ha.

Le montant des garanties financières, hors actualisation, pour ce bassin peut être estimé comme suit :

$$GF = 36\,290 \times 0,1 \times 0,40 = \mathbf{1452 \text{ €}}$$

3.6 Établissement des garanties financières

Avant la mise en service des nouvelles installations de stockage de déchets, l'exploitant adresse au Préfet :

- la dernière valeur connue de l'indice TP01 et sa date.
- le document attestant la constitution des garanties financières établie dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du code de l'environnement.

Article 4 : Publicité

Conformément à l'article R. 181-44 du code de l'environnement, en vue de l'information des tiers :

1° Une copie de l'arrêté sera adressée à la mairie et pourra y être consultée ;

2° Une copie de l'arrêté sera affichée à la mairie pendant une durée minimum d'un mois ;
procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire ;

3° L'arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État pendant une durée minimale de quatre mois.

L'information des tiers s'effectue dans le respect du secret de la défense nationale, du secret industriel et de tout secret protégé par la loi.

Article 5 : Voies et délais de recours

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il peut être déféré à la juridiction administrative :

1°- Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement, dans un délai de 2 mois à compter du premier jour de la publicité du présent arrêté ;

2°- Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de 2 mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Cette décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1. et 2. susvisés.

Le tribunal administratif de Rennes peut être saisi en utilisant l'application Télérecours citoyens accessible par le site <https://www.telerecours.fr>. »

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité.

Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (art. R.181- 51 du code de l'environnement).

Article 6 : Exécution

Le secrétaire général de la préfecture d'Ille-et-Vilaine, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera notifiée à l'exploitant et transmise au maire de Vieux-Vy-sur-Couesnon.

Fait à Rennes, le **09 AVR. 2025**

Pour le Préfet et par délégation,
Le secrétaire général

 **Pierre LARREY**



ANNEXE 1 – Circuit futur des eaux d'exhaure

